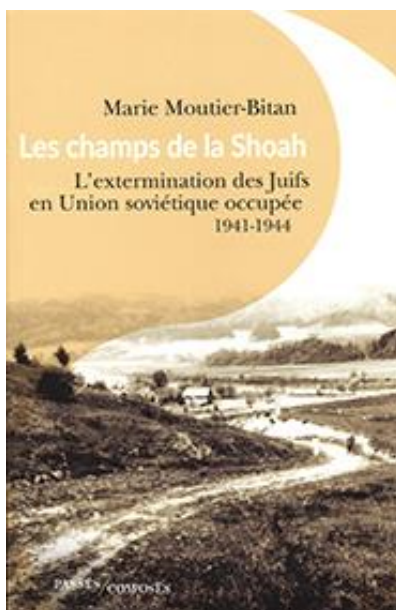


Marie Moutier-Bitan, *Les champs de la Shoah. L'extermination des Juifs en Union soviétique occupée 1941-1944*, Paris, Passés Composés, 2019, 476 p.

Delphine Barré



Alors que la connaissance historique autour de la Shoah et le développement d'une importante bibliographie, tant en France qu'à l'étranger, ont permis aux historiens d'étudier toutes les étapes du processus génocidaire, l'ouvrage de Marie Moutier-Bitan s'inscrit dans un renouveau historiographique. Historienne au sein de l'association Yahad in Unum, fondée par le père Patrick Desbois en 2004, Marie Moutier-Bitan a pu mener des dizaines d'entretiens sur tout le territoire soviétique, recueillir des témoignages et archives inédits qui constituent le cœur de son ouvrage, et localiser les fosses d'extermination de plus d'un million de victimes juives, dans ce temps que le père Desbois nommait lui-même « la Shoah par balles¹ ». L'étude de l'action des *Einsatzgruppen* sur l'ancien territoire soviétique dès 1941 n'est pourtant pas une nouveauté historiographique : Ralf Ogorrek² fut l'un des premiers historiens à mettre en lumière l'importance

de ces groupes de tuerie mobiles dans la construction du processus d'extermination des juifs. Christian Ingrao³ publia également un ouvrage novateur en s'attachant à restituer la trajectoire d'une brigade, la *Sondereinheit Dirlewanger*, et s'inscrivant dans la perspective historique et le travail magistral déjà portés par l'historien américain Christopher Browning⁴ sur le 101^e bataillon de réserve de la police allemande en Pologne.

L'originalité de la démarche historique portée par l'ouvrage de Marie Moutier-Bitan est de s'attacher, dans un double regard, à restituer les parcours et les témoignages des victimes juives, jusque-là peu étudiées, tout en incluant la perspective des bourreaux dans l'organisation d'un processus génocidaire à grande échelle. L'ouvrage

¹ Père Patrick Desbois, *Porteur de mémoires : sur les traces de la Shoah par balles*, Paris, Flammarion, 2009 ; Père Patrick Desbois, *La Shoah par balles*, Paris, Plon, 2019.

² Ralf Ogorrek, *Les Einsatzgruppen. Les groupes d'intervention et la « genèse de la solution finale »*, Paris, Tallandier, 2014.

³ Christian Ingrao, *Les chasseurs noirs. La brigade Dirlewanger*, Paris, Perrin, 2009.

⁴ Christopher Browning, *Des hommes ordinaires : Le 101^e bataillon de réserve de la police allemande et la Solution finale en Pologne*, Paris, Tallandier, 2007.

se décompose en quarante-trois courts chapitres et six parties, suivant une trame chronologique, et se focalise sur l'étude d'un territoire, d'un lieu d'extermination ou d'individus, victimes comme bourreaux.

Les premiers chapitres offrent une contextualisation bienvenue sur la présence juive en Union soviétique, notamment sur les territoires d'Ukraine et de Biélorussie, et rappellent qu'avant la Seconde Guerre mondiale, la présence des juifs était déjà interrogée et remise en question par les autorités, sous Lénine puis Staline. Lorsque les nazis pénétrèrent dans le territoire soviétique après le déclenchement de l'opération Barbarossa le 22 juin 1941, 3 millions de juifs résidaient dans ces territoires, parfois implantés de longue date dans des communautés organisées en *Shtetl*, ou réfugiés plus récents.

Pour comprendre l'ampleur de ces exécutions de masse, l'étude des acteurs est incontournable. L'auteur, dans plusieurs courts chapitres, évoque ces hommes ralliés à la cause nazie par idéal ou par intérêt, qui participèrent à divers échelons et dans plusieurs organismes au succès du projet d'extermination. Cependant, bien avant le début des tueries organisées par les nazis et l'occupation d'une partie du territoire soviétique, l'auteur rappelle à juste titre que les violences antisémites étaient déjà le fait des pogroms, encouragés par les autorités mais perpétrés par la population locale, population qui joua un rôle non négligeable dans l'organisation de l'extermination des juifs et dont les nazis comprirent l'importance pour mener à bien leur projet génocidaire. De même, l'ouvrage souligne le rôle central des *Volksdeutsche*, ces Allemands vivant hors du territoire du Reich mais considérés comme membres à part entière de la communauté du peuple allemand et aryen (*Volksgemeinschaft*). Estimés selon l'auteur à près d'un million d'individus⁵, ils se retrouvèrent parfois incorporés aux divers bataillons de tuerie, tous appréciés pour leurs connaissances des langues, du terrain, comme des populations et dynamiques locales. Quatre *Einsatzgruppen* furent ainsi créés dès le début de l'année 1941, suivant les déplacements des troupes de la Wehrmacht, et devant s'intégrer à une organisation du pouvoir très complexe sur les territoires de l'Est. Cette double dynamique est essentielle pour appréhender l'action des bataillons de tueries car elle s'inscrit dans une double vision : celle, idéologique, portée par les pouvoirs centraux berlinois et celle, pragmatique, des contraintes du terrain et du déroulement des événements sur les territoires en question. L'auteur insiste ainsi parfaitement sur les aménagements, et parfois même des prises de décisions, qui s'imposèrent dans le contexte de la conquête des espaces et la volonté de rendre ces derniers *judenrein* (c'est-à-dire libres de toute présence juive selon le vocabulaire nazi).

Les territoires du meurtre doivent également être appréhendés à travers divers niveaux de compréhension. Des zones régionales, comme la Galicie aujourd'hui partie orientale de la Pologne, furent les premiers théâtres des massacres des *Einsatzgruppen*, quelques heures seulement après l'entrée des troupes nazies à l'Est ; les bataillons se partagèrent ensuite la géographie des espaces baltes, biélorusses et ukrainiens. La méthode – rassemblement, humiliation et fusillades massives – fut la ligne d'action directrice qui se verra appliquée à l'ensemble des populations juives ciblées au fur et à mesure de l'avancée des bataillons, avec la complicité des autorités locales, comme en Roumanie à laquelle l'auteur consacre un chapitre détaillé, ou

⁵ *Ibid*, p. 62.

encore dans la poursuite des pogroms, comme celui de Lvov⁶, qui fit au moins un millier de victimes. Les lieux de rassemblement des juifs, et parfois même leurs lieux d'exécution, virent leur nature changer au gré des adaptations des commandos : l'auteur donne l'exemple d'un stade, d'une synagogue à Bialystok, de mines dans le Donbass, ou encore de marais en Podolie. Les fosses d'exécution, souvent mises en lumière dans l'historiographie et devenues symboliques notamment avec l'évocation du site de Babi Yar, ne doivent pas faire oublier l'étendue de la cartographie du crime et la diversité de ses modalités, rappelées très justement par Marie Moutier-Bitan.

L'auteur pose également la question des méthodes d'extermination, qui furent au cœur des questionnements des autorités nazies, car « les fusillades avaient un impact émotionnel trop important sur les hommes des commandos, et le passage à un anéantissement de la population juive à une grande échelle nécessitait des ajustements⁷ ». De même, l'exécution des femmes et des enfants, devenue systématique à l'été 1941, représente un tournant dans la politique d'extermination. L'auteur donne ici l'exemple du massacre à Kamenest Podolski en août 1941, marqueur d'une « transition⁸ » dans la volonté d'anéantissement total des juifs : désormais l'intensité, le nombre de victimes et le choix des lieux témoigneront de l'emballement de la machine génocidaire. À ce titre, l'auteur rappelle que « plus d'un millier de sites d'exécution tapissèrent le territoire soviétique occupé de fosses communes⁹ », témoignant ainsi de l'exécution du processus de destruction bien avant l'ouverture des différents centres de mise à mort entre 1941 et 1942.

À ce titre, il est important de souligner que les méthodes d'extermination utilisées dans l'anéantissement des juifs ne doivent pas être étudiées comme des moyens isolés mais comme des techniques perfectionnées permettant d'assurer le maillage de l'extermination sur un territoire donné, telle l'utilisation des camions à gaz dès l'hiver 1941. Ces derniers furent d'ailleurs ensuite utilisés à Chelmno, notamment dans l'extermination des juifs du ghetto de Lodz. De même, l'auteur pointe très justement dans les derniers chapitres de son ouvrage, qui constituent la sixième et dernière partie, le recours à l'ouverture des fosses communes et la crémation du corps des victimes, connues sous le nom d'« *Aktion 1005*¹⁰ » avec à sa tête le SS Paul Blobel, et ce dès le premier semestre de l'année 1942. Le choix de cette méthode s'inscrit dans une double mission : détruire toute trace du massacre, et permettre la destruction d'un plus grand nombre de victimes. Soulignons qu'au-delà des fosses communes sites de tueries des *Einsatzgruppen*, l'opération 1005 fut étendue ensuite aux centres de mise à mort de Belzec, Sobibor et Treblinka ; à Auschwitz-Birkenau, la crémation par le biais de fosses transformées en bûcher fut quant à elle effective plus tardivement, à l'été 1944, dans le cadre de l'extermination des juifs de Hongrie, et face à la capacité trop limitée des crématoires alors en fonction depuis 1943.

Face à une extermination systématique et d'une rapidité extrême, les moyens de survie pour les juifs furent quasiment réduits à néant. Outre le peu de soutien

⁶ *Idem*, p. 92. À ce titre, l'auteur ne recense pas moins de 140 pogroms en Galicie orientale pour le seul mois de juin 1941.

⁷ *Idem*, p. 178.

⁸ *Idem*, p. 194.

⁹ *Idem.*, p. 309.

¹⁰ À ce titre, voir aussi l'ouvrage de Yitzak Arad, *Belzec, Sobibor, Treblinka*, Indiana University Press, 1992.

rencontré dans la population locale, la situation de plus en plus précaire des populations juives ne leur permit que peu de passer dans la clandestinité. L'auteur estime qu'environ 30 000 à 50 000 juifs purent se réfugier dans les forêts de Biélorussie¹¹ et rejoindre un groupe de partisans. Ce sont ces mêmes survivants qui, une fois la guerre terminée, tentèrent de regagner leurs foyers, de retrouver leurs biens souvent pillés, et d'amorcer un processus judiciaire par le biais des autorités soviétiques. Alors que le procès de Nuremberg en 1945, par son aspect symbolique, continue bien souvent de polariser l'étude de la justice post-Seconde Guerre mondiale, l'auteur mentionne que dès avril 1944, plusieurs ouvertures et expertises de fosses communes furent initiées et qu'une Commission extraordinaire d'État, ordonnée par le pouvoir soviétique, fut mise en place. L'accès à ces archives reste encore un territoire d'exploration pour l'historien, mais ces pistes de recherches s'avèreront sans nul doute riches de savoirs et de renouvellement dans nos connaissances sur la Shoah, notamment dans les territoires de l'Est. L'ouvrage de l'auteur, par l'analyse des territoires et des acteurs, s'inscrit dans la nouvelle démarche historiographie liée à la micro-histoire, par une étude renouvelée des comportements et des perceptions individuelles. On pourrait seulement regretter que l'ouvrage, dans ses chapitres conclusifs, ne s'intéresse pas au récit mémoriel de ces événements et à la possible mise en mémoire des lieux de l'extermination à l'Est. De même, il aurait été intéressant de comprendre comment se sont construites ces recherches de terrain, débutées il y a une dizaine d'années, et les liens tissés par les membres de l'association auprès des populations locales, garantes, par leurs récits, du souvenir des victimes.

À l'heure où, dans de nombreux pays d'Europe de l'Est, la tendance est à la réécriture ou à l'instrumentalisation de l'Histoire, et où les communautés et les cultures juives ont été réduites à néant, la recherche riche et passionnante de Marie Moutier-Bitan n'en reste pas moins essentielle.

¹¹ Marie Moutier-Bitan, *Les champs de la Shoah, L'extermination des Juifs en Union soviétique occupée 1941-1944*, Paris, Passés Composés, 2019, p. 371.